



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**Annexe 1**

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire

**Document d'action concernant le «Soutien à l'efficacité et à la qualité du partenariat Côte d'Ivoire - Union européenne (SEQUACI III)»**

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Soutien à l'efficacité et à la qualité du partenariat Côte d'Ivoire - Union européenne (SEQUACI III) Numéro CRIS: CI/FED/042-207 financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)	
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant: Côte d'Ivoire	
<b>3. Document de programmation</b>	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour la Côte d'Ivoire	
<b>4. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal: - ODD 1 Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde; Contribution à l'ODD: - 17 Partenariat pour la réalisation des objectifs	
<b>5. Secteur d'intervention/domaine thématique</b>	Mesures d'appuis ou d'accompagnement de la programmation, préparation ou de mise en œuvre des actions	Aide au développement: OUI <sup>1</sup>
<b>6. Montants concernés</b>	Coût total estimé: 7 300 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 2 800 000 EUR La présente action fait l'objet d'un cofinancement parallèle de la part du: - Gouvernement de Côte d'Ivoire pour un montant de 4 500 000 EUR	

<sup>1</sup> L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

<b>7. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre</b>	Modalité de projet <b>Gestion directe</b> – subventions de fonctionnement – octroi direct <b>Gestion directe</b> - passation de marchés <b>Gestion indirecte</b> avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)			
<b>8 a) Code(s) CAD</b>	15110 – Politiques publiques et gestion administrative			
<b>b) Principal canal de distribution</b>	12001- Gouvernement central 41114 PNUD- Programme des Nations unies pour le développement			
<b>9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>10. Programmes thématiques phares « Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent »</b>	S.O.			

## RESUME

L'appui à l'ordonnateur national (ON) du FED s'inscrit pleinement dans le schéma de la coopération prévu par l'accord de Cotonou. Le programme contribuera à la consolidation du partenariat Côte d'Ivoire - UE pour une coopération efficace. Il vise à soutenir la coopération dans le contexte transitoire post-Cotonou et à favoriser la mise en œuvre des nouveaux mécanismes de la coopération au développement notamment dans le cadre de la nouvelle alliance Afrique – Europe pour un investissement et des emplois durables.

Les plans nationaux de développement (PND) 2012-2015 et 2016-2020 ont permis à la Côte d'Ivoire de renouer depuis l'année 2012 avec une croissance forte et soutenue. Cependant, les organes institutionnels de pilotage prévus pour la mise en œuvre du PND doivent être renforcés. Le présent programme vise à soutenir le pilotage et la mise en œuvre plus

performante des politiques publiques permettant d'atteindre les résultats du PND 2016-2020, ainsi que préparer le nouveau plan de développement national pour la période 2021-2026.

L'objectif global de ce projet est de contribuer à maximiser l'efficacité, l'efficacé et l'impact de l'aide de l'UE en vue d'améliorer les conditions de vie de la population ivoirienne, à travers le développement économique du pays, la diminution de la pauvreté et le renforcement de la gouvernance.

Le projet a comme objectifs spécifiques de:

1. Renforcer les capacités de l'ordonnateur national (ON), de ses services, des ministères techniques assurant la maîtrise d'œuvre des projets et des autres acteurs ivoiriens dans la mise en œuvre des actions du FED.
2. Améliorer la qualité de projets (conception et mise en œuvre) à travers des études et missions d'assistance technique.
3. Appuyer la mise en place du Secrétariat permanent du Comité technique conjoint développement (CDD) qui aura pour objectif la coordination et le suivi du PND et l'élaboration du future PND 2021-2026.

Les principaux résultats attendus concernent, d'une part, la qualité de la programmation, identification, formulation, préparation et mise en œuvre des programmes financés par l'UE dans un cadre coordonné avec les autres partenaires financiers et le Gouvernement ivoirien et d'autre part, la visibilité accrue des actions de coopération de l'UE et le suivi de la mise en œuvre du PND 2016-2020 et la préparation du future PND.

Le maître d'ouvrage du programme est le ministère de l'économie et des finances pour les objectifs spécifiques 1 et 2, et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui travaillera sous la présidence du ministre du plan et du développement pour l'objectif spécifique 3. La mise en œuvre se fera principalement à travers des contrats de services, un contrat de subvention de fonctionnement et un contrat de convention de contribution.

## **1 ANALYSE DU CONTEXTE**

### **1.1 Description du contexte**

Depuis la fin de la crise politique en 2011, la Côte d'Ivoire enregistre une rapide reprise économique. Pour la septième année consécutive, la croissance économique ivoirienne devrait dépasser 7 % pour s'établir à 7,7 % en 2018, en dépit de sa vulnérabilité aux chocs externes et des incertitudes politiques à l'approche des élections présidentielles de 2020. La Côte d'Ivoire reste l'une des économies les plus dynamiques de la planète et affiche le taux de croissance le plus élevé de l'Union monétaire et économique Ouest-africaine (UEMOA), malgré une légère baisse de sa performance de 2017 (7,7 %). Le PIB réel par habitant a gagné plus de 30 % sur la période 2012-2016.

Malgré les performances économiques remarquables, la croissance reste peu inclusive et ne permet pas de réduire significativement le chômage des jeunes et de leur offrir un emploi décent. Les chiffres de la pauvreté se sont légèrement améliorés; le taux de pauvreté est passé de 48,9 % en 2008 à 46,3 % en 2015.

La réduction de la pauvreté et une meilleure redistribution des fruits de la croissance économique sont les défis auxquels fait face la Côte d'Ivoire.

En optant pour des projets d'investissements publics le pays a pu relancer et maintenir la croissance économique. Mais, pour rendre cette croissance soutenable, inclusive et maintenir la

viabilité de l'endettement public, il est primordial d'accompagner le secteur privé pour qu'il puisse prendre le relais.

La stratégie de développement du gouvernement traduit dans le Plan national de développement (PND) 2016-2020 adopté en décembre 2015, qui fait suite au PND précédent 2012-2015, vise à relever tous ces défis et porter le pays à l'émergence à l'horizon 2020 avec une base industrielle solide.

## 1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)

À la faveur de la revue à mi-parcours du PIN 2014-2020 et du document de stratégie de coopération (DSC), les bonnes performances enregistrées par la Côte d'Ivoire lui ont valu de bénéficier d'une allocation supplémentaire de 35 000 000 EUR au titre du PIN 2014-2020, en vue de poursuivre sur la période 2020-2022 la mise en œuvre de mesures d'appuis ou d'accompagnement de la programmation, préparation ou de mise en œuvre des actions financés sur le PIN et les autres instruments de l'UE.

La présente action vise donc à appuyer la mise en œuvre du programme indicatif national (PIN) ainsi que les objectifs et priorités de l'UE en matière de coopération au développement. Objectifs et priorités qui ont évolués, notamment via l'adoption de l'Agenda 2030 et des objectifs de développement durable, de l'accord de Paris et du programme d'action d'Addis-Abeba en 2015 et, au niveau de la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE en 2016 et du nouveau consensus européen pour le développement «notre monde, notre dignité, notre avenir»<sup>2</sup>.

Le PND 2016-2020 traduit la vision et les objectifs de développement du Gouvernement. Il réaffirme l'ambition de la Côte d'Ivoire d'atteindre le statut de pays émergent en 2020 et de réduire de moitié le taux de pauvreté par rapport à 2012. **La présente action vise à soutenir le suivi effectif du PND 2016-2020 et à appuyer l'élaboration du futur PND 2021-2025.**

**Le programme indicatif national 2014-2020 est aligné sur le PND.** L'appui au titre du 11<sup>e</sup> FED comprend trois secteurs de concentration, pour un montant total de 308 000 000 EUR, à la faveur de la modification du PIN initial (d'un montant de 273 000 000 EUR) faisant suite à sa revue à mi-parcours ainsi que du document de stratégie de coopération (DSC).

Le premier secteur «**renforcement de l'État et consolidation de la paix**» appuie la poursuite de l'appui aux fonctions régaliennes et le renforcement des capacités et de la transparence des services publics. Le deuxième secteur «**agriculture durable**» permet de soutenir la sécurisation du foncier rural et la gestion rationnelle et durable de l'espace rural. Une attention particulière est portée à la promotion des productions vivrières péri-urbaines en vue de contribuer à la sécurité alimentaire et la création d'emploi. Le troisième secteur «**énergie**» contribue au redressement du secteur électrique et vise à assurer de manière durable la sécurité énergétique en vue de fournir aux populations de l'énergie de qualité et à moindre coût. Les autres mesures d'appui incluent un appui à la société civile, à l'ordonnateur national et des mesures d'accompagnement de la programmation, préparation et/ou mise en œuvre des actions.

**La présente action vise à soutenir la mise en œuvre de la coopération UE-Côte d'Ivoire et à accompagner la mise œuvre des nouveaux instruments de la coopération au**

---

<sup>2</sup> JO C 210 du 30.6.2017.

**développement de l'UE** en particulier dans le cadre de la nouvelle alliance Afrique – Europe<sup>3</sup> qui retient comme priorités communes l'investissement économique, la création d'emplois et les échanges commerciaux.

L'un des mécanismes mis en place en vue de la mise en œuvre de cette nouvelle alliance est le cadre stratégique représenté par le «Pacte pour l'emploi et la croissance », dont l'instrument financier est le Plan d'investissement extérieur européen(PIE)<sup>4</sup>. Le Pacte pour l'emploi et la croissance met l'accent sur le développement du secteur privé et vise à stimuler les investissements en Afrique, renforcer le commerce, créer des emplois et investir dans l'éducation et les compétences; ce qui s'inscrit parfaitement dans les objectifs du PND qui consacre le secteur privé et l'industrie comme des piliers de la transformation structurelle de l'économie ivoirienne.

### 1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région

L'objectif de croissance visé à travers le PND est une croissance forte, soutenue et inclusive, respectueuse du genre, de l'environnement et créatrice d'emplois surtout pour les jeunes. Cette croissance devrait permettre à la Côte d'Ivoire de doubler le PIB par tête au début des années 2020 et rejoindre les pays à revenu intermédiaire. Un accent particulier est mis notamment sur les priorités suivantes: l'école obligatoire, l'autosuffisance alimentaire, l'accès à l'eau potable, l'électricité dans tous les villages de plus de 500 habitants, «un citoyen, un ordinateur, une connexion internet» et un système de santé performant de proximité. La Côte d'Ivoire compte aussi rejoindre les 50 premiers pays dans le monde en ce qui concerne le climat des affaires *doing business*, le groupe de tête des pays africains en ce qui concerne la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des ressources publiques (indice de la Banque mondiale), et les pays africains les mieux placés dans l'indice du développement humain du PNUD.

Le PND consacre l'industrie comme un des piliers de la transformation structurelle de l'économie. Ainsi, l'accent est mis sur:

- la densification et la diversification de l'appareil productif industriel en capitalisant sur les avantages comparatifs de la Côte d'Ivoire;
- l'amélioration du taux de transformation des matières premières, ainsi que le développement de chaînes de valeurs complètes notamment des filières agricoles; et
- la consolidation du développement du secteur des mines notamment à travers la simplification des procédures d'acquisition de permis, la sécurisation du cadastre minier ainsi que la facilitation du développement de la sous-traitance locale.

Au plan macroéconomique, le gouvernement poursuit une politique qui vise à consolider les finances publiques et à renforcer leur soutenabilité.

---

<sup>3</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen et au Conseil relative à une nouvelle alliance Afrique - Europe pour un investissement et des emplois durables: hisser notre partenariat pour l'investissement et l'emploi au niveau supérieur. COM(2018)643 du 12.9.2018.

<sup>4</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, à la Banque centrale européenne, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement: Renforcer les investissements européens pour l'emploi et la croissance: vers une deuxième phase du Fonds européen pour les investissements stratégiques et un nouveau plan d'investissement extérieur européen. COM(2016)581 du 14.9.2016.

Les orientations stratégiques du PND 2016-2020 sont structurées autour des cinq défis suivants:

- 1- Renforcement de la qualité des institutions et de la bonne gouvernance.
- 2- Accélération du développement du capital humain et promotion du bien-être social.
- 3- Accélération des transformations structurelles et de l'industrialisation.
- 4- Développement des infrastructures et préservation de l'environnement.
- 5- Renforcement de l'intégration régionale et de la coopération internationale.

Chaque orientation est déclinée en effets et impacts et est budgétisée. Un besoin de financement de plus de 40 milliards d'euros est prévu (soit deux fois plus que le 1<sup>e</sup> PND). La stratégie de financement présentée prévoit de s'appuyer sur des partenariats public-privé.

Le document du PND est assorti d'une matrice d'actions prioritaires présentant plus d'un millier d'actions à conduire ainsi qu'une grille de résultats chiffrés. Ces actions couvrent tous les 17 objectifs des ODD.

Ces actions sont prises en compte par le Gouvernement au travers des plans d'actions prioritaires (PAP) annuels.

En vue de faire face aux différents défis sociaux et accélérer la redistribution des fruits de la croissance, le Gouvernement s'est engagé sur deux ans, à partir de 2019, à mettre en œuvre le plan social du Gouvernement, dénommé PSGouv. Doté d'une enveloppe de 727,5 milliards de francs CFA, ce programme vise à impacter davantage le quotidien des populations ivoiriennes notamment les couches les plus vulnérables, à travers un meilleur accès aux services sociaux.

Ce programme s'articulera autour de cinq points: (i) fournir aux populations, des services de santé de proximité, et améliorer la protection sociale; (ii) renforcer les conditions d'accès et de maintien à l'école des enfants de 6 à 16 ans, notamment les jeunes filles, et améliorer les conditions d'étude et de vie des étudiants; (iii) favoriser l'accès des populations aux logements, à l'eau potable, à l'énergie, au transport, aux biens de grande consommation; (iv) accroître l'accès des jeunes ainsi que des femmes à des revenus et à un emploi décent et stable et; (v) créer les conditions pour le bien-être des populations en milieu rural et assurer la sécurité alimentaire.

Afin de consolider les acquis du PND, il a été décidé de créer un comité technique conjoint développement' (CTCD) pour institutionnaliser les concertations avec le Gouvernement, qui sera soutenu par un Secrétariat permanent. En effet, le CTCD et son Secrétariat seront la cheville ouvrière du cadre de dialogue entre le Gouvernement et les partenaires au développement, il aura pour objectif principal d'apporter un appui aux cadres de concertation des partenaires au développement et aux cadres conjoints de dialogue avec le Gouvernement pour la mise en œuvre des priorités du PND. Il sera placé sous la présidence du ministre du plan et du développement.

#### **1.4 Analyse des parties prenantes**

Les principales parties prenantes intervenant dans la gestion de la coopération au développement sont constituées:

- des ministères techniques qui assurent la maîtrise d'œuvre des projets financés par l'UE et qui ont la responsabilité de conduire les réformes nécessaires visant à améliorer le cadre des affaires et à encourager les initiatives privées;

- le secteur privé dont le rôle devient essentiel dans le cadre des nouvelles orientations de la coopération au développement qui mettent l'accent sur le développement du secteur privé, l'accroissement des investissements extérieurs, le développement des compétences nationales et la création d'emplois;
- les acteurs non-étatiques (société civile et secteur privé) dont la collaboration sera recherchée en vue de renforcer leur partenariat avec l'UE et leur rôle d'acteurs du développement;
- la Délégation de l'Union européenne qui s'assure que les interventions sont en ligne avec les priorités de l'UE, et que les valeurs fondamentales de l'UE sont prises en compte et respectées;
- le dispositif institutionnel de suivi du PND 2016-2020, le comité technique conjoint développement (CTCD) et le secrétariat du CTCD qui veilleront à suivre des réformes politiques sectoriels suivant les indications du PND.

Le principal bénéficiaire de cette action est la cellule de coordination de la coopération CI/UE (CCC CI/UE), le service qui appuie l'ordonnateur national (ministre de l'économie et des finances) pour mieux exercer ces fonctions et tâches telles qu'indiquées dans l'accord de Cotonou, notamment à l'annexe IV. Il faut noter que l'intégralité des salaires et charges sociales du personnel de la cellule sont pris en charge par l'État. Le Secrétariat permanent du CTCD sera aussi bénéficiaire de l'action pour mieux assurer le suivi et l'évaluation du PND. Cet appui au secrétariat sera mis en œuvre par le PNUD et financé par un mécanisme de panier commun provenant de différents bailleurs (Banque mondiale, Banque africaine de développement et PNUD).

Il est important de préciser que l'ensemble de la population ivoirienne bénéficiera d'une meilleure mise en œuvre de la stratégie de coopération au développement et du suivi du PND, en tant que bénéficiaire final.

### **1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires**

Le recours aux procédures du Fonds européen de développement (FED) pour mettre en œuvre la coopération de l'UE nécessite l'existence d'une structure dont le personnel est familier avec le mode opératoire de cette coopération. La CCC CI/UE qui appuie l'ordonnateur national, est composée de cinq départements notamment: i) Administration contrat-finances, ii) Développement rural, iii) Économie et gouvernance qui est responsable de la mise en œuvre du volet communication et visibilité sur la coopération, iv) Infrastructures, énergie et développement urbain, v) Évaluation et contrôle de gestion. Elle compte au total une cinquantaine d'agents dont les salaires sont payés par l'État de Côte d'Ivoire depuis 2011.

Ce projet se propose d'apporter un soutien financier, logistique et technique aux services de l'ordonnateur national (cellule de coordination), en complément de la contribution du Gouvernement qui prend en charge les salaires du personnel.

Les différents ministères techniques continuent de montrer des insuffisances de leurs capacités de conception et suivi de programmes de développement des secteurs. Si des programmes structurants de renforcement de capacités sont actuellement en cours et pourront amener des résultats sur le moyen terme, des actions ponctuelles d'appui sont nécessaires pour que sur le court terme les ministères partenaires et les acteurs non-étatiques soient capables d'assumer leur rôle de maître d'œuvre des programmes de coopération et d'acteurs essentiels de la coopération au développement.

Dans cette période de relance du pays et consolidation des réformes et de changement des orientations et des mécanismes de la coopération au développement axés sur le soutien au secteur privé, il est important d'appuyer le Gouvernement dans l'identification et la préparation de programmes et projets de qualité et de susciter le dialogue dans le cadre des réformes nécessaires visant à faciliter et accroître l'impact des interventions de l'UE. Cette ambition demande un travail plus approfondi et plus qualitatif de conception et de formulation des interventions. Ce projet vise à apporter un soutien à l'analyse à travers des études, des rapports d'analyse et de formulation de projets, à réaliser des actions d'information, de sensibilisation et de visibilité tenant compte de la spécificité des parties prenantes.

Il est ainsi nécessaire de favoriser les échanges avec les acteurs étatiques (y compris au niveau local) et non étatiques (secteur privé et société civile), afin d'assurer une meilleure visibilité, compréhension et appropriation par les acteurs locaux du développement des initiatives de l'UE.

Concernant le suivi du PND, le cadre institutionnel adopté par décret en août 2016, prévoyait un Conseil présidentiel d'orientation, un comité de pilotage, un comité technique interministériel et un secrétariat technique pour le suivi et l'évaluation du PND 2016-2020. Cependant, ces organes institutionnels de pilotage ne sont pas pleinement opérationnels à ce jour. L'appui au Secrétariat permanent du comité technique conjoint développement facilitera le pilotage des politiques publiques permettant d'atteindre les résultats du PND 2016-2020 intégrant les cibles prioritaires des ODD. À travers l'appui au Secrétariat, le programme vise à soutenir la mise en place rapide des mesures de changement nécessaires pour le renforcement du cadre institutionnel, la performance des outils ainsi que les capacités humaines pour rendre plus efficace la planification, la programmation budgétaire et le suivi-évaluation des politiques et la coordination de l'aide tenant compte de l'agenda 2030 et 2063.



## 2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque	Mesures d'atténuation
La qualité et la continuité du dialogue ON-acteurs étatiques (y/c ministères techniques) – acteurs non étatiques (secteur privé et organisations de la société civile (OSC)) – Délégation de l'UE ne sont pas assurées.	Faible	- Implication de tous les acteurs à tous les stades du cycle du projet de manière pertinente et efficace; - mise en place de mécanismes efficaces de suivi/évaluation, d'information, de sensibilisation et de visibilité.
Faible implication des acteurs non étatiques (organisations non gouvernementales (ONG) et secteur privé) dans la mise en œuvre du 11 <sup>e</sup> FED.	Faible	- Mise en œuvre d'actions spécifiques de communication et de renforcement des capacités envers les OSC et le secteur privé; - d'autres projets financés sur le 11 <sup>e</sup> FED veilleront à impliquer les ONG et acteurs du secteur privé dans la coopération: S'investir Ensemble!, LIANE II, Energos II, Appui au secteur vivrier, appui au foncier, APEi, PAG2, Appui budgétaire etc.
Engagement politique insuffisant pour soutenir les mesures de réforme proposées dans le PND.	Faible	- Le Gouvernement ivoirien adopte des actions fortes pour renforcer l'implication de l'administration dans la mise en œuvre du PND.
<b>Hypothèses</b>		
i) la volonté gouvernementale d'améliorer les conditions de vie de la population ivoirienne, à travers un développement économique inclusif, la réduction de la pauvreté et le renforcement de la gouvernance; ii) la qualité du dialogue politique; iii) la continuité des bonnes relations de partenariat entre l'Union européenne et la Côte d'Ivoire, et; iv) la CCC CI/UE s'adapte au mieux aux nouveaux mécanismes de coopération au développement.		

## 3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

### 3.1 Enseignements tirés

Ce projet s'inscrit dans la continuité des précédents projets d'appui aux services de l'ordonnateur national et des projets de facilitation de coopération technique. SEQUACI III est une poursuite du programme SEQUACI I et II en cours qui assurent l'appui financier et technique à cellule d'appui à l'ON.

Les principaux enseignements liés à la mise en œuvre des appuis successifs à la cellule de l'ON peuvent être résumés comme suit:

- L'instrument Facilité de coopération technique est indispensable pour apporter une expertise nécessaire visant à appuyer les exercices d'analyse, de programmation, d'identification et de formulation des projets et sa flexibilité permet de répondre à des besoins ponctuels.
- La faible visibilité des résultats des actions de coopération de l'UE en Côte d'Ivoire. Il est donc nécessaire d'améliorer la visibilité des activités de coopération en proposant une stratégie de communication qui tient compte des besoins des différents groupe cibles afin de leur proposer des activités de communication ciblées apportant des réponses précises.
- L'existence d'une cellule d'appui aux services de l'ordonnateur national étoffée permet de relayer de manière coordonnée la vision et les orientations stratégiques de la coopération au développement auprès de l'administration centrale, des ministères techniques, les organisations de la société civile et le secteur privé, permettant ainsi, une plus grande appropriation des projets par les ministères techniques et en renforçant leurs capacités de maîtrise d'œuvre.

### **3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

Le projet vise à renforcer les capacités de mise en œuvre des activités financées à travers le FED et les autres instruments de l'UE, il est donc complémentaire à tous les autres projets et programmes financés par l'UE.

Depuis 2012, l'UE a initié un exercice de programmation conjointe avec les États membres, un engagement renouvelé dans le cadre de la programmation du FED 2014-2020 et des interventions à venir.

La mise place du Secrétariat permanent du comité technique conjoint développement (CDD) de suivi du PND va justement permettre à tous les partenaires techniques et financiers (PTF) présents en Côte d'Ivoire d'améliorer le partage d'information pour assurer coordination entre les différents programmes. Une coordination rapprochée sera effectuée avec l'assistance technique déployée par le PAG2 (programme d'appui à la gouvernance) de l'UE qui devrait démarrer prochainement notamment en ce qui concerne l'appui à la planification globale et sectorielle.

## **4 DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1 Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives**

#### **Objectif général**

Contribuer à maximiser l'efficacité, l'efficacité et l'impact de l'aide de l'UE en vue d'améliorer les conditions de vie de la population ivoirienne, à travers le développement économique du pays, la diminution de la pauvreté et le renforcement de la gouvernance.

#### **Objectifs spécifiques**

1. Renforcer les capacités de l'ordonnateur national (ON), de ses services, des ministères techniques assurant la maîtrise d'œuvre des projets et des autres acteurs ivoiriens dans la mise en œuvre des actions du FED.
2. Améliorer la qualité des projets (conception et mise en œuvre) à travers des études et missions d'assistance technique.
3. Appuyer la mise en place du Secrétariat permanent du comité technique conjoint développement (CTCD) qui aura pour objectif la coordination et le suivi du PND et la préparation du futur PND 2021-2025.

#### **Résultats attendus**

##### **Composante 1: Appui aux services de l'ON**

**R1.1.:** les capacités techniques et opérationnelles de la CCC CI/UE sont renforcées pour mieux s'approprier les nouveaux instruments du partenariat et s'adapter aux nouveaux enjeux de la coopération CI/UE.

**R 1.2.:** la gestion technique et financière des projets et programmes est assurée.

**R.1.3.:** un cadre d'information, de formation et de promotion des nouveaux instruments de la coopération CI/UE auprès du secteur privé, de l'administration publique, des OSC et des autres partenaires est mis en place.

**R1.4.** les programmes financés par le FED et autres instruments de l'UE bénéficient d'une meilleure visibilité. Leurs résultats sont connus et appréciés.

##### **Composante 2: Facilité de coopération technique**

**R 2.1:** les programmes financés par le FED et autres instruments de l'UE sont mieux identifiés, instruits, préparés et mis en œuvre en y intégrant notamment pleinement les questions transversales (par exemple: genre, gouvernance, environnement, société civile) et ils sont plus visibles et identifiables par le public.

**R 2.2:** l'assistance technique ponctuelle (y compris des études) et la communication qui ne sont pas couvertes pas d'autres appuis institutionnels sont apportées.

##### **Composante 3: Appui au Secrétariat permanent du comité technique conjoint développement:**

**R 3.1:** le Secrétariat permanent du comité technique conjoint développement est établi et veille au suivi et pilotage du PND.

#### **Principales activités**

Les activités sont présentées en liaison aux résultats attendus et à titre non exhaustif.

## **Composante 1: Appui aux services de l'ON**

**Résultat 1.1.:** les capacités techniques et opérationnelles de la cellule de coordination de la coopération CI/UE sont renforcées pour mieux s'approprier les nouveaux instruments du partenariat et s'adapter aux nouveaux enjeux de la coopération CI/UE.

- Analyse de l'organisation actuelle de la CCC CI/UE pour l'adapter aux nouvelles exigences en termes de compétences et de nouveaux métiers induits par le nouveau partenariat emploi/croissance;
- mise en œuvre d'un plan de formation au profit des cadres de la cellule d'appui à l'ON sur les nouveaux instruments et les thématiques y afférentes;
- appui logistique et technique aux services de l'ordonnateur national et aux ministères techniques assurant la maîtrise d'œuvre;
- appui au fonctionnement de la CCC CI/UE.

**Résultat 1.2.:** la gestion technique et financière des projets et programmes est assurée.

- Suivi technique des projets à travers les indicateurs établis dans les PIN, en général, et dans les cadres logiques des projets, en particulier;
- organisation de rencontres sectorielles et thématiques avec les ministères et autres partenaires, dans les domaines d'intervention de l'UE;
- organisation de conférences, séminaires, séances de formation et information, réunions, rencontres avec les gestionnaires de projets, les organisations de la société civile, le secteur privé et les acteurs nationaux;
- appui conseil aux partenaires de mise en œuvre des projets et programmes;
- organisation des visites de projets conjointes sur le terrain;
- participation aux exercices de monitoring externe (ROM) et évaluations des projets et assurer le suivi des recommandations;
- contrôle financier et administratif (suivi financier des conventions de financement et des devis-programmes, fiches de contrôle et ordres de paiement, analyse des mémoires, tableaux de bord, rapports).

**Résultat 1.3.:** un cadre d'information, de formation et de promotion des nouveaux instruments de la coopération CI/UE auprès du secteur privé, de l'administration publique, des OSC et des autres partenaires est mis en place.

- Mise en œuvre d'une stratégie de communication pour optimiser la visibilité des interventions de l'UE en Côte d'Ivoire et promouvoir auprès des parties prenantes les enjeux, les meilleures pratiques et les résultats obtenus;
- création d'un réseau de points focaux qui auront pour vocation d'être les interfaces entre la cellule d'appui à l'ON et leurs structures respectives;
- veille sur les nouveaux instruments et animation d'un cadre d'information et de promotion des nouveaux instruments de la coopération CI/UE;
- organisation de formations sur les nouveaux instruments de la coopération et les mécanismes de mobilisation de ressources.

## **Composante 2: Facilité de coopération technique**

**Pour les résultats 2.1 et 2.2** les activités ci-dessous seront mises en œuvre:

- mise à disposition d'expertise qualifiée pour un appui et un transfert de compétence aux activités programmatiques;
- réalisation d'études spécifiques;
- mission d'assistance technique visant à appuyer l'identification et formulation des projets/programmes;
- organisation de réunions de coordination, liées à l'efficacité de l'aide et la division de travail;
- formations et séminaires;
- activités de communication ponctuelles.

## **Composante 3: Appui au Secrétariat permanent du comité technique conjoint développement:**

**Pour le résultat 3.1:** les activités ci-dessous seront mises en œuvre:

- mise en place et renforcement des capacités du Secrétariat permanent CTCD;
- suivi et l'évaluation du PND 2016-2020 et préparation du PND 2021-2025.

### **4.2 Logique d'intervention**

La coopération entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne est basée sur une vision à long terme du développement économique et social avec pour finalité, l'amélioration des conditions de vie des populations.

Ce partenariat, s'inscrit dans un processus dynamique et évolutif marqué par une plus grande diversification des sources de financement hors FED (Plan d'investissement extérieur européen (PIE), fonds intra-ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), lignes budgétaires thématiques...) en lien avec l'Agenda 2030 et les priorités du PND 2016-2020.

Dans ce contexte, les défis majeurs à relever par la CCC CI/UE sont nombreux.

Il s'agit de: (i) l'optimisation des synergies d'actions entre les parties prenantes concernées par les projets et programmes financés par l'UE en CI; (ii) de la concrétisation des mobilisations des fonds sur les nouveaux instruments et programmes (fonds intra-ACP, PIE, TradeCom, Electrify, etc.); (iii) la détermination à travailler sur le futur de la coopération (post-Cotonou).

Pour relever ces challenges, il est nécessaire que la cellule se dote d'un dispositif institutionnel efficace pour assurer le suivi et la coordination des initiatives de l'UE en faveur du bien-être des populations vivant en CI.

Elle devra en outre s'assurer en sa qualité d'interface entre les différents acteurs impliqués dans la coopération (État de Côte d'Ivoire, OSC, secteur privé et population bénéficiaire) avec l'Union européenne de la mise en place d'un cadre de concertation et de collaboration permettant de fluidifier le dialogue et de capter le maximum de ressources financières en vue de contribuer au développement économique et social de la Côte d'Ivoire.

Elle devra enfin assurer la transition entre les projets et programmes du FED 2014-2020 et le futur cadre de la coopération post-Cotonou en veillant à leur cohérence avec les priorités nationales.

Toutes ces initiatives devront être portées par des actions d'information, de communication et de promotion afin d'optimiser la visibilité des interventions de l'UE en Côte d'Ivoire.

Concernant le suivi du PND, le cadre institutionnel de suivi et l'évaluation du PND 2016-2020 demeure encore peu fonctionnel. En effet, l'opérationnalisation de ces différents organes devrait faciliter une meilleure organisation de la programmation intersectorielle et territoriale du développement. Par ailleurs, la persistance du travail en «silo», aussi bien au sein des ministères qu'entre les ministères, rend difficile la circulation de l'information, la formulation d'actions complexes (réformes, investissements, régulations), le séquençage harmonisé des interventions et le suivi-évaluation efficace des politiques publiques. Le PNUD veillera à la bonne mise en œuvre et coordination des actions des partenaires au développement pour la réalisation du PND, apportera un appui technique aux principaux partenaires, fera le suivi statistique des politiques sectorielles et assurera l'implication du secteur privé et des OSC dans le suivi du PND.

#### **4.3 Intégration des questions transversales**

La cellule d'appui à l'ON devra s'assurer que les bénéficiaires des financements de l'UE intègrent dans leurs actions les questions d'égalité hommes/femmes, que les initiatives proposées soient en adéquation avec les principaux défis environnementaux, les questions de gouvernance et respectent surtout la dignité humaine ainsi que toutes autres questions transversales pertinentes.

#### **4.4 Contribution à la réalisation des ODD**

La présente intervention s'inscrit dans le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Elle contribue principalement à la réalisation progressive des ODD 1 Éliminer la pauvreté sur toutes ses formes et partout dans le monde et 17 Renforcer le Partenariat pour la réalisation des objectifs.

### **5 MISE EN ŒUVRE**

#### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

#### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 36 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

#### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire S.O.**

#### 5.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>5</sup>.

##### 5.4.1 Subventions: octroi direct subventions de fonctionnement à la cellule de coordination de la coopération UE-Côte d'Ivoire (CCC CI/UE)" (gestion directe).

(a) Objectifs de la subvention:

L'objectif des subventions de fonctionnement, sur la totalité de la période, correspond à celui de la composante 1 «Appui aux services de l'ordonnateur national (ON)» du programme notamment le renforcement des capacités de l'ON, de ses services, des ministères techniques assurant la maîtrise d'œuvre des projets et des autres acteurs ivoiriens dans la mise en œuvre des actions du FED., ainsi que pour mieux s'approprier les nouveaux instruments du partenariat et s'adapter aux nouveaux enjeux de la coopération CI/UE.

(b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée à la CCC CI/UE sans appel à propositions.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie car le bénéficiaire se trouve dans une situation de monopole de droit, en tant que cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED tel que prévu par les accords de Cotonou, et il est identifié comme bénéficiaire dans l'acte de base sur lequel repose la présente décision (PIN 2014 -2020).

##### 5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)

Les activités de la composante 2 «Facilité de coopération technique» du projet seront mis en œuvre en gestion directe (contrat cadre principalement). Cette facilité aura pour objectif d'appuyer l'identification et la formulation des projets/programmes, d'organiser des formations et la réalisation d'études spécifiques qui ne sont pas couvertes par d'autres appuis institutionnels.

Objet	Type indicatif (travaux, fournitures, services)	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Mission d'expertise, de suivi et audit technique.	Services. Contrat cadre.	Tout au long de la période de mise en œuvre de la convention de financement.

<sup>5</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu) Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

### **5.4.3 Gestion indirecte avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).**

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à travers d'un contrat de convention de contribution. Cette mise en œuvre implique la création et l'accompagnement du Secrétariat permanent CTCD pour le suivi et l'évaluation des résultats du PND 2016-2020 et la préparation du futur PND. L'entité envisagée a été identifiée et sélectionnée par le ministère du plan et du développement et agréée par les cinq bailleurs de fonds: l'Agence française de développement (AFD), la Banque mondiale (BM), la Banque africaine de développement (BAD), PNUD et UE qui vont cofinancer conjointement la composante 3 de la présente action.

Le PNUD a été sélectionné sur base de critères suivants:

- la coordination de l'efficacité de l'aide est le cœur de métier du PNUD en Côte d'Ivoire;
- avec l'AFD, le PNUD codirige depuis 2014 le groupe des chefs de coopérations et facilite le dialogue technique et politique sur l'efficacité de l'aide au sein des partenaires au développement (PAD) ainsi qu'entre les PTF et le gouvernement;
- le PNUD en Côte d'Ivoire focalise ses interventions sur le renforcement des capacités de mise en œuvre des politiques de développement pour une émergence inclusive et durable tout en cohérence avec les ODD;
- le PNUD travaille depuis de nombreuses années en étroite collaboration avec le ministère du plan et du développement et d'autres ministères sectoriels concernées (l'économie et finances (MEF), le budget et portefeuille de l'État (SEPM/BPE), etc.) ainsi qu'avec les principaux bailleurs de fonds en Côte d'Ivoire.

Si l'entité envisagée doit être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une autre entité de remplacement sur la base des mêmes critères.

### **5.4.4 Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles**

En raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, dans lesquelles le PNUD ne pourrait pas mettre en œuvre les activités susmentionnées dans la composante 3, une modification du mode de gestion directe avec passation de marchés (contrat de services) serait choisie.

Objet	Type indicatif (travaux, fournitures, services)	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Appui au Secrétariat permanent du comité technique conjoint développement.	Services.	Si nécessaire, tout au long de la période de mise en œuvre de la convention de financement.



## 5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve de la disposition suivante :

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

## 5.6 Budget indicatif

Désignation	Contribution de l'UE (en EUR)	Contribution indicative de tiers (en EUR)
<b>5.4.1 Subventions (gestion directe)</b> <b>Objectif spécifique 1:</b> Appui aux services de l'ON, comprenant: <i>- Subventions de fonctionnement à la cellule de coordination de la coopération UE-Côte d'Ivoire.</i>	<b>1 800 000</b>	<b>4 500 000</b> <b>Salaires du personnel services d'appui -cellule</b>
<b>5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)</b> <b>Objectif spécifique 2:</b> Facilité de coopération technique, comprenant: <i>- Marchés de services.</i>	<b>250 000</b>	<b>0</b>
<b>5.4.3 Gestion indirecte avec PNUD</b> <b>Objectif spécifique 3:</b> Appui au Secrétariat permanente du comité conjoint développement (CCD), comprenant: <i>- Convention de contribution avec PNUD.</i>	<b>500 000</b>	<b>0</b>
<b>5.9 Évaluation, 5.10 Audit</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>
<b>5.11 Communication et visibilité</b>	<b>150 000</b>	<b>0</b>
<b>Provisions pour dépenses imprévues</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 800 000</b>	<b>4 500 000</b>

## **5.7 Structure organisationnelle et responsabilités**

Le pouvoir adjudicateur est l'ON du FED en l'occurrence le ministre de l'économie et des finances.

Le maître d'œuvre est la CCC CI/UE qui joue le rôle de secrétariat exécutif de l'ON, à cet effet, elle assume des fonctions en matière de gestion administrative, comptable et financière et joue un rôle actif sur les aspects techniques.

La cellule, en plus des services accessoires, est composée par cinq départements notamment i) l'administration contrat-finances, ii) l'économie, gouvernance et développement, responsable de la mise en œuvre de la visibilité/communication iii) les infrastructures, énergie et développement urbain, iv) évaluation et contrôle de gestion et v) les unités régies devis-programmes, audit, administration, informatique et coordination.

La cellule compte au total plus de 50 personnes.

Un comité de suivi technique ON/Délégation de l'UE se réunira à une fréquence mensuelle pour faire un point sur l'état d'avancement des différentes activités prévues dans la convention de financement.

Un comité de pilotage sera mis en place et se réunira au moins deux fois par an pour approuver l'orientation générale et la ligne d'action de la convention de financement. Il est présidé par le ministre de l'économie et des finances, l'ON du FED et est composé des structures suivantes: Délégation de l'UE, MEF, cellule d'appui à l'ON, le SEPMBPE.

Concernant le composant 3, la responsabilité de la mise en œuvre sera directement exercée par le PNUD. Un comité consultatif sera établi par le ministère du plan et du développement, et comprendra, le PNUD et les cinq bailleurs de fonds: AFD, BM, BAD, PNUD et UE. L'étendue précise des responsabilités de ce comité, les liens avec l'UE et son cadre de suivi et d'évaluation seront définis ultérieurement.

## **5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet).

Les indicateurs relatifs aux ODD et, le cas échéant, les indicateurs définis d'un commun accord, par exemple dans le document de programmation conjointe, devront être pris en considération.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.9 Évaluation**

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants au travers d'une mission commandée par la Commission.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que les actions posent les jalons du futur cadre de partenariat entre les États ACP et l'UE.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins trois mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

## **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un marché de services d'audit pourra être conclu au titre d'un contrat-cadre.

## **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

Des marchés de services de communication et de visibilité pourront être conclus en tenant compte des différents seuils de passation de marché des procédures en vigueur de l'UE.

## APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus (au maximum 10)	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendus)	Sources des données	Hypothèses
<b>Impact (objectif général)</b>	Contribuer à maximiser l'efficacité, l'efficacité et l'impact de l'aide de l'UE en vue d'améliorer les conditions de vie de la population ivoirienne, à travers le développement économique du pays, la diminution de la pauvreté et le renforcement de la gouvernance.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Score dans les différents classements produits par les organismes internationaux.</li> <li>▪ Évolution du PIB/capita.</li> <li>▪ Taux de pauvreté.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Classement Indice de développement humain.</li> <li>▪ Classement «<i>doing business</i>».</li> <li>▪ Classement indice de perception de la corruption.</li> <li>▪ Statistiques nationales.</li> </ul>	
<b>Effet(s) direct(s) [objectif(s) spécifique(s) )]</b>	<p>1. Renforcer les services de l'ordonnateur national du FED (ON) afin qu'ils puissent animer de manière structurée, efficace et continue le dialogue entre l'Union européenne, les ministères techniques, le secteur privé et les OSC autour des questions d'intérêts communs.</p> <p>2. Accompagner les parties prenantes de la conception de projets structurants jusqu'à l'obtention de financement en lien avec les modalités du nouveau cadre de coopération Afrique-UE.</p> <p>3. Appuyer la mise en place du Secrétariat permanent du comité technique conjoint développement (CTCD) qui aura pour objectif la coordination et le suivi du PND et la préparation du future PND 2021-2025.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Existence de cadre de concertation et de dialogue fonctionnel UE-acteurs nationaux.</li> <li>▪ Résultats satisfaisants des évaluations des projets.</li> <li>▪ Montant des ressources découlant des nouveaux instruments financiers.</li> <li>▪ Respect du timing des rapports de clôture des DP et subventions de fonctionnement.</li> <li>▪ Qualité de mise en œuvre.</li> <li>▪ Opérationnalisation du secrétariat permanent CTCD.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rapports final d'évaluation.</li> <li>▪ Rapports missions ROM.</li> <li>▪ Résultats d'enquêtes.</li> <li>▪ Adoption du PND 2021-2025.</li> </ul>	<p>La volonté du Gouvernement d'améliorer les conditions de vie de la population ivoirienne est avérée.</p> <p>Le dialogue politique CI/UE se poursuit dans un cadre collaboratif efficace.</p> <p>Le partenariat entre l'Union européenne et la Cote d'Ivoire est pérenne.</p> <p>La cellule de la coordination de la coopération CI/UE s'adapte aux nouveaux enjeux de la coopération.</p>

	Chaîne des résultats: 1 principaux résultats attendus (au maximum 10)	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendus)	Sources des données	Hypothèses
<b>Produits</b>	1.1 Les capacités techniques et opérationnelles de la cellule de coordination de la coopération CI/UE sont renforcées pour mieux s'approprier les nouveaux instruments du partenariat et s'adapter aux nouveaux enjeux de la coopération CI/UE.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de formation.</li> <li>Nombre de voyages.</li> <li>Nombre d'expertise mobilisée.</li> <li>Équipe ressource humaine opérationnelle de la cellule stable ou en augmentation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport d'activités.</li> <li>Rapport de formations.</li> </ul>	<p>La volonté du Gouvernement d'améliorer les conditions de vie de la population ivoirienne est avérée.</p> <p>Le dialogue politique CI/UE se poursuit dans un cadre collaboratif efficace.</p>
	1.2 La gestion technique et financière des projets et programmes est assurée.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de formation.</li> <li>Nombre d'appui conseil.</li> <li>Nombre mission terrain.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Liste des points focaux.</li> </ul>	
	1.3 Un cadre d'information, de formation et de promotion des nouveaux instruments de la coopération CI/UE auprès du secteur privé, de l'administration publique, des OSC et des autres partenaires est mis en place.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence du réseau de points focaux et représentativité.</li> <li>Nombre de rencontres.</li> <li>Nombre de formation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Liste de présence et compte rendus de réunion.</li> </ul>	
	1.4 Les programmes financés par le FED et autres instruments de l'UE bénéficient d'une meilleure visibilité. Leur résultats sont connus et appréciés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'actions de communication et de visibilité.</li> <li>Nombre de supports de visibilité réalisés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Articles, revues de presse, nombre d'outils de communication déployés.</li> </ul>	
	2.1 Les programmes financés par le FED et autres instruments de l'UE sont mieux identifiés, instruits, préparés et mis en œuvre, y intégrant pleinement les questions transversales (p.ex. genre, gouvernance, environnement, société civile) ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>Études spécifiques.</li> <li>Identification/formulation.</li> <li>Approche participative pour formulation projet.</li> <li>Taux d'utilisation de la TCF.</li> <li>Pourcentage d'études prenant en compte le genre et l'environnement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport étude/mission de formulation nouveau programme.</li> <li>Présence indicateur genre et environnement dans 100 % des projets.</li> </ul>	<p>Le partenariat entre l'Union européenne et la Côte d'Ivoire est maintenu et renforcé.</p> <p>La cellule de la coordination de la coopération CI/UE s'adapte aux nouveaux enjeux de la coopération.</p>
	2.2 L'assistance technique ponctuelle (y compris des études) qui n'est pas couverte par d'autres appuis institutionnels est apportée.			
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place et renforcement des capacités du Secrétariat permanent CTCD.</li> <li>Suivi et évaluation du PND 2016-2020 et préparation du PND 2021-2025.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence d'un dispositif intégré de suivi de la mise en œuvre du PND (% de complétude).</li> <li>Nombre des réunions organisés dans le cadre de suivi du PND.</li> <li>Nombre des comptes rendus des réunions préparés par le Secrétariat permanent partagés avec les PTF.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports sectoriels de mise en œuvre du PND produits par les ministères.</li> <li>Rapport d'évaluation du PND 2016-2020. Élaboration du PND 2021-2025.</li> </ul>	